

a lieu d'insister sur ce texte et de le consigner au compte rendu. L'article, publié en mars 1966, est ainsi conçu :

Il semble que la conclusion que l'on en tire en général c'est que dans les provinces atlantiques, où le problème se pose à un degré plus aigu, le programme a donné de moins bons résultats que dans le reste du pays au cours de sa période initiale.

On parle du programme des régions désignées, mais les mots s'appliquent en général à la situation économique tout entière. L'article poursuit ainsi qu'il suit :

Ce programme vise à résoudre le problème que suscitent en général au Canada les faibles revenus et le taux élevé de chômage dans de petits îlots d'une région où les revenus et l'emploi enregistrent un taux élevé. Étant donné que dans les provinces atlantiques le problème est tout à fait différent, il ne semble y avoir aucune raison d'anticiper un changement important dans cette situation.

Puis l'article continue :

Dans un pays vaste et diversifié comme le Canada, ce n'est vraiment pas faire preuve de réalisme que d'adhérer à une formule rigide se fondant sur des considérations nationales d'ensemble. Il faudrait moins se préoccuper de l'application d'une formule et davantage de l'expansion sociale et économique d'une nation. On ne devrait pas éprouver trop de difficulté à assurer une certaine souplesse permettant de désigner toute la région atlantique de façon à favoriser son développement et celui du Canada.

Je ne conteste pas particulièrement, ici, ce dernier point; je soutiens que cette différence existe et j'estime qu'il faudrait y voir une situation différente, comparativement aux autres régions du Canada où l'on applique ces mesures correctives en ce qui concerne le danger d'inflation. J'aimerais lire un passage de ce document appelé pièce B, qui relate les pourparlers de la première conférence des provinces atlantiques :

Par ses politiques monétaires et fiscales, le gouvernement fédéral peut largement contrôler le niveau d'activité économique de l'ensemble du pays. Or, au cours de la dernière décennie, les politiques qui étaient profitables à l'économie nationale ne l'étaient pas, dans bien des cas, à l'égard de la situation économique de cette région. Ainsi, une politique de taux d'intérêt élevés est peut-être indiquée pour enrayer l'inflation lorsqu'on a, dans l'ensemble, une économie de plein emploi. Mais les taux élevés d'intérêt peuvent avoir un effet très néfaste sur l'économie des régions atlantiques lorsque leurs ressources ne sont pas pleinement utilisées.

● (4.20 p.m.)

Voilà, monsieur l'Orateur, le message que je voudrais, par votre intermédiaire, transmettre au ministre du Travail; je suis sûr qu'il y réfléchira sérieusement. Je reviens à la question de l'encouragement à donner à des industries choisies. Sous cette rubrique, je pose la même question à laquelle j'ai déjà répondu, savoir: quel type d'industrie faut-il encourager. Voici la réponse: l'industrie d'ex-

portation et l'industrie qui produit les biens que nous importons à l'heure actuelle. Nous devrions aussi nous attacher à la mise en valeur de nos ressources naturelles à l'égard desquelles le Canada jouit d'un grand avantage.

Je m'occupe d'une entreprise qui, depuis toujours exporte la quasi totalité de sa production. J'en connais aussi de semblables qui en font autant. Il y a nombre d'autres entreprises assimilées qui pourraient prendre de l'expansion si elles pouvaient obtenir les crédits nécessaires. Je le répète, c'est la principale raison pour laquelle je le signale à l'attention de la Chambre, il n'est pas seulement difficile, mais il n'est pas bon, en ces matières, d'arrêter un principe rigide.

Je suis en faveur des prêts à long terme et par «long terme» je veux dire 10, 12 ou 15 ans. Nombre d'entreprises pourraient s'agrandir et acheter plus de machines. On doit reconnaître qu'à l'heure actuelle nous vivons dans une époque d'automatisation. Les machines sont chères et ne peuvent pas toujours être fabriquées au Canada. Même les frais d'outillage sont très élevés. S'il ne faut fabriquer que dix machines d'un certain genre moyennant des frais d'outillage très élevés le coût devient exorbitant. Il faut donc parfois acheter ces machines aux États-Unis ou ailleurs.

Je cherche à montrer que, pour augmenter la productivité, il faudrait acheter plus de machines. Si les gens peuvent emprunter de l'argent pendant 10, 12 ou 15 ans en remboursant d'une façon régulière et en sachant exactement le prix de revient par mois de ces machines et de cet équipement, voilà, à mon avis, une politique que devrait encourager le gouvernement actuel ou n'importe quel gouvernement conscient de ses responsabilités envers la population.

On a dit qu'il était inconcevable que l'industrie doive ralentir sa production à un moment où nos produits sont en demande sur les marchés du monde. Quelqu'un est-il d'avis contraire? C'est ce que l'honorable député de Northumberland a dit hier, et personne, j'en suis sûr, ne le contredit. Il est inconcevable que l'industrie doive ralentir sa production.

L'honorable député a dit aussi que l'on perdait des ventes parce que nos prix n'étaient pas concurrentiels.

Je n'ai pas l'intention de me lancer dans une longue explication sur l'état non concurrentiel des prix de nos produits. A bien des égards j'estime qu'ils le sont. Nos exportations ont de la valeur et le ministre, homme d'affaires de grande expérience, se rend compte que, d'une façon générale, nos prix soutiennent assez bien la concurrence. Quant à nos travailleurs de l'acier, ils ne sont inférieurs à personne.